Déclaration orale du CCPR Centre, co-sponsorisée par la FIACAT et l'OMCT
Point 4 – Dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi
46ème session du Conseil des droits de l'Homme

Déclaration orale des organisations de la société civile sur les violations des droits humains

Merci Madame la Présidente.

Chers membres de la Commission d'enquête,

Les organisations signataires[1] de cette déclaration vous remercient pour votre mise à jour orale et sont fortement préoccupées par la situation des droits humains et l'insécurité au Burundi.

De nombreuses violations des droits humains demeurent impunies et certains auteurs sont mêmes promus à des fonctions supérieures. En janvier 2021, la Ligue Iteka dressait un bilan annuel accablant[2] : 454 assassinats, 1181 arrestations illégales, 124 cas de torture, 52 disparitions forcées et 89 cas de violences basées sur le genre ont été documentés en 2020 pour lesquels les forces de l'ordre et les miliciens Imbonerakure sont souvent pointés du doigt.

Le discours de haine ethnique continue d'être entretenu et soutenu par des officiels au pouvoir et vient d'être officialisé par le récent recensement ethnique des travailleurs en violation de la Constitution et des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

La situation des défenseurs des droits humains, des journalistes et de l'opposition reste très inquiétante se traduisant par des persécutions et décisions judiciaires arbitraires afin de les faire taire pour de bon. Des citoyens ne cessent d'être persécutés par des éléments de la police nationale en toute impunité et le pouvoir judiciaire est simplement réduit en instrument de répression contre les opposants ou les citoyens présumés comme tels.

Nous saluons la libération de quatre journalistes du journal Iwacu mais nous demandons toujours la libération de Germain Rukuki ancien salarié de l'ACAT Burundi, de Nestor Nibitanga de l'APRODH, de l'ancien député Fabien Banciryanino ainsi que d'autres milliers de prisonniers politiques et appelons à la cessation de toute forme de persécution à leur encontre.

Je vous remercie de votre attention.

---

[1] Acat Burundi, SOS Torture Burundi, CBDDH, APRODH, Ligue Iteka, FOCODE, AJBE, UBJ, FORSC, COSOME, RCP, CB-CPI, CAVIB, MFFPS, Mouvement Inamahoro
[2] https://ligue-iteka.bi/rapport-annuel-iteka-nijambo-2020/